

NICO WOUTERS

**«Oorlogsburgemeesters 40/44. Lokaal bestuur en
collaboratie in België»**

Tielt, Lannoo, 2004, 750 p.

Dans sa thèse de doctorat soutenue en 2004 à l'Université de Gand ¹⁷, Nico Wouters a travaillé sur les pratiques locales de l'exercice du pouvoir durant la Seconde Guerre mondiale. À l'aide d'une démarche comparative dont le cadre géographique (Belgique, Nord de la France et Pays-

¹⁷ NICO WOUTERS, *Oorlogsburgemeesters (1940-1945). Lokaal bestuur en Nieuwe Orde in België, Nederland en Noord-Frankrijk*, Gand, thèse de doctorat en histoire Universiteit Gent, 2004.

Bas) a déjà prouvé sa cohérence dans l'historiographie récente¹⁸, il interroge la difficile et complexe gestion communale dans les territoires occupés à travers la figure centrale du 'bourgmestre de guerre'. Par l'utilisation de ce terme, qu'il associe à tout maître ayant exercé des prérogatives durant une période significative de l'Occupation, l'auteur évite une lecture de la gestion locale biaisée *a priori* par une perception dichotomique de la guerre (collaboration, résistance). De cet imposant travail, l'historien gantois a tiré un livre consacré aux seules communes belges bien que, de temps à autre, des réminiscences de la démarche initiale soient encore présentes, apportant ainsi un éclairage intéressant – bien que nécessairement limité – sur une problématique complexe et délicate.

En proposant cette synthèse, Nico Wouters se donne pour objectif de combler un vide dans l'historiographie, en dépassant les lacunes des monographies locales et érudites préexistantes. Au fil de sa démonstration, il tente de répondre à une question à la formulation simple, mais qui nécessite une approche nuancée de l'objet de l'étude. Dans son "*oorlogsburgemeesters*", l'auteur s'interroge sur l'implication des pouvoirs locaux dans les processus de prise du pouvoir et de renforcement de l'autorité de l'Ordre nouveau en Belgique occupée. Le sous-titre de l'ouvrage est à cet égard particulièrement révélateur.

Le sujet est ambitieux, puisque embrassant aussi bien la Flandre que la Wallonie

pendant l'ensemble de la guerre. Bien évidemment, nous ne sommes pas confrontés à une analyse systématique de l'histoire de l'Occupation dans chacune des communes belges. Nico Wouters propose une vision d'ensemble de ces événements pour en dresser une histoire globale. Ainsi, les exemples cités le sont pour leur caractère représentatif ou particulier face à une dynamique générale. Face à l'ampleur du sujet, l'auteur a dû effectuer certains choix méthodologiques. D'abord, il se concentre sur la figure du bourgmestre, élément moteur de la gestion politique et administrative des communes, laissant de côté les pratiques et évolutions des collègues échevinaux et autres conseils communaux. Le fil rouge de l'analyse est ensuite constitué de l'analyse des politiques de maintien de l'ordre public dont le bourgmestre est l'un des principaux responsables selon la législation. Loin de déforcer le travail, ce choix paraît judicieux puisqu'il permet d'aborder véritablement le cœur théorique de la problématique, à savoir les questions d'exercice et de légitimité du pouvoir en période trouble. De plus, il offre l'occasion à l'auteur de souligner l'importance du niveau local de pouvoir dans la vie quotidienne en Belgique. Par cette approche, sont en effet abordées de manière connexe des questions dont l'intérêt (et/ou l'actualité) ne sont pas à démontrer : problèmes alimentaires, rôle et place des forces de police ou de gendarmerie dans la société, travail obligatoire en Allemagne, responsabilités des pouvoirs autochtones dans

18 PIETER LAGROU, *The Legacy of Nazi Persecution. Patriotic Memory and National Recovery in Western Europe, 1945-1965*, Cambridge, 2000. Traduit en français sous le titre *Mémoires patriotiques et Occupation nazie : résistants, requis et déportés en Europe occidentale 1945-1965*, Bruxelles, 2003.

la déportation de la population juive de Belgique ¹⁹...

La masse d'archives sur laquelle s'appuie l'auteur est impressionnante, et ce malgré la situation archivistique très contrastée entre les différentes régions du pays. Nico Wouters voit large : il navigue entre archives publiques de l'ensemble des niveaux de pouvoir (sources communales, provinciales et nationales) et archives privées (partis politiques et papiers privés). Enfin, les sources judiciaires constituent également une part importante de la masse de documents consultés : qu'il s'agisse des archives des tribunaux ou des dossiers individuels de l'Auditorat général concernant les bourgmestres et autres fonctionnaires poursuivis après la seconde occupation allemande, l'auteur n'a pas rechigné à la tâche. Un bémol cependant : il aurait sans doute été intéressant d'exploiter davantage les archives émanant des autorités d'occupation, dont l'influence n'est pas à démontrer dans les questions relatives au pouvoir communal. Malgré tout, il est évident que la base documentaire est solide.

Sans surprise, le plan adopté est chronologique, depuis la crise de la démocratie des années trente jusqu'aux épurations administratives et judiciaires de l'après-guerre. L'an 40 avec ses nombreuses incertitudes constitue le cœur du travail. Le comportement des bourgmestres au 10 mai 1940, et les conséquences des nombreux abandons de postes qui ont

alors lieu sont longuement traités. Dans le même temps, le mouvement de 'marche vers le pouvoir' des partis collaborateurs est éclairé sous un angle spécifique. Nous retiendrons l'intérêt de la démonstration qui insiste sur l'origine locale de ce mouvement. Celui-ci part véritablement de la base avant d'être récupéré et restructuré par les instances nationales des partis collaborateurs avec un succès plus ou moins net. L'auteur souligne avec raison les différences sensibles entre les situations wallonne et flamande, dissemblances notamment imputables au degré de structuration de ces formations à la veille de l'invasion. Rex traverse alors une phase de reconstruction, alors que la puissance du VNV est déjà évidente. De cette manière, Nico Wouters se place au carrefour de travaux antérieurs, qu'il complète très utilement ²⁰. La période de l'Occupation en tant que telle permet d'abord de souligner le relatif échec du mouvement révolutionnaire de prise du pouvoir voulu par les partisans de l'Ordre nouveau, ainsi que l'apparition de la figure du bourgmestre fonctionnaire. La montée de la violence typique de la fin de l'Occupation, et la crise de l'Ordre nouveau, connues par ailleurs, sont ensuite analysées dans leurs conséquences locales.

Au sujet du découpage chronologique, il est toutefois regrettable que l'auteur ne s'étende pas plus largement sur la période de l'après-guerre et de l'épuration, d'autant qu'il souligne que le groupe formé par

19 À ce sujet, voir le *Rapport intermédiaire du CEGES sur les autorités belges, la persécution et la déportation des juifs*, 9.2005, disponible en ligne sur http://www.cegesoma.be/Rapport_Intermediaire_Sept2005.pdf

20 Nous pensons bien entendu à BRUNO DE WEVER, *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde : het VNV 1933-1945*, Tielt, 1994, ainsi qu'à MARTIN CONWAY, *Degrelle. Les années de collaboration - 1940-1944 : le rexisme de guerre*, Ottignies, 1994.

les bourgmestres de guerre est sans doute celui ayant fait l'objet d'une épuration spécifique le moins homogène sur le plan sociologique (p. 581). De plus longs développements auraient sans doute pu enrichir la compréhension de la question de la légitimité de l'exercice du pouvoir, mais cette fois lors du retour aux affaires d'un État démocratique. Remarquons aussi l'intérêt de cette dernière partie qui permet encore de souligner les difficultés de l'exercice du pouvoir en période d'occupation, en mettant l'accent sur les problèmes rencontrés par la justice pour différencier la gestion 'normale' d'une gestion 'politique' des affaires publiques. Une telle interrogation pose inmanquablement la question des intentions du bourgmestre, notamment en ce qui concerne les inévitables échanges d'informations survenant entre ce dernier et les autorités allemandes. À ce propos, l'auteur s'intéresse avec justesse à la mémoire de l'Occupation, en soulignant les différences importantes entre le nord et le sud du pays. Si en Wallonie, les bourgmestres rexistes n'ont jamais bénéficié d'une image positive dans la société de l'après-guerre, la situation diffère en Flandre où l'image de certains partisans de l'Ordre nouveau s'assimile à celle du 'bon bourgmestre de guerre'. Ce nouvel élément témoigne de la diversité culturelle des mémoires de l'Occupation, et de l'intérêt de les comparer.

Pour conclure, il semble évident que cette publication de Nico Wouters comble une lacune importante de la recherche historique. Malgré d'inévitables limites, elle permet en effet d'aborder de manière globale un sujet indispensable à la bonne compréhension de l'ensemble de la Seconde Guerre mondiale en Belgique.

Offrant de manière concrète une réflexion sur les implications de l'exercice de l'autorité en territoire occupé, l'historien s'intègre dans un cadre conceptuel qui a le mérite mais aussi le désavantage d'être présenté sous une forme exclusivement utilitaire. Les questions historiques mais aussi de sciences politiques, que sont la légitimité d'une autorité en place et les conséquences du transfert d'informations entre autorités occupantes et autochtones, trouvent ici des éléments de réponse permettant d'avancer dans le chantier que représente la compréhension des périodes d'occupation. Du fait de l'intérêt de ces recherches pour l'ensemble de l'historiographie belge, nous ne pouvons que souhaiter qu'une traduction rende bientôt accessible cette somme d'informations aux passionnés d'histoire francophones.

Jonas Campion